



Résolution

Renforcement des droits démocratiques pour les peuples européens

L'AJIS reconnaît et approuve l'Europe pacifiée d'après-guerre. Dans quelques jours, nous pourrons fêter le 63^{ème}, respectivement le 18^{ème} jubilé de la chute du totalitarisme qui a tant marqué notre continent au cours du XX^e siècle, que ce soit à l'ouest ou à l'est. L'AJIS reconnaît que l'intégration européenne contribue également à la paix sur le continent. Nous reconnaissons et félicitons les efforts des gouvernements européens de régler pacifiquement leurs relations par le biais de contrats et d'accords.

La liberté ainsi que les liens d'amitié entre les peuples européens est en danger. Les accords de Lisbonne qui remplacent l'ancienne "constitution européenne" représentent un affaiblissement important de la souveraineté de nos voisins. Des compétences fondamentales sont transmises des Etats à l'Union Européenne, que ce soit dans le domaine de la sécurité intérieure et extérieure, dans la politique économique ou financière ou encore dans le domaine de l'environnement.

Les accords de Lisbonne visent à légitimer les organes et les institutions de l'Union européenne qui ne sont pas élues par les citoyens et ne possèdent souvent pas de compétences réelles. Pratiquement toutes les constitutions des Etats membres de l'UE stipulent que le pouvoir de l'Etat provient du citoyen.

L'AJIS exige de la part de l'Union européenne de respecter la démocratie et d'autoriser nos voisins à s'exprimer librement en leur octroyant le droit au référendum sur ces accords dont la portée quant à la réorganisation politique de l'Europe est très importante.

L'AJIS est préoccupée par l'attitude des gouvernements des Etats membres de l'UE et de l'UE elle-même quant à l'absence d'informations objectives et claires sur le contenu des accords de Lisbonne.

L'AJIS condamne le refus de l'Union européenne de mettre à disposition les versions officielles des accords de Lisbonne aux parlements nationaux (donc aux représentants des peuples de l'Europe).

L'AJIS remet l'honnêteté de l'Union et des gouvernements en doute lorsque ceux-ci disent au peuple français que les accords de Lisbonne n'ont pratiquement rien en commun avec la "constitution" européenne et racontent le contraire au peuple espagnol - juste pour contrer les souhaits de référendums. Ce phénomène est également présent dans d'autres pays européens.

L'AJIS est inquiète quant à la puissance militaire unilatérale que l'UE cherche à atteindre.

L'AJIS invite l'UE à respecter les règles de la démocratie, d'informer les citoyens de manière transparente et de respecter les récoltes de signatures comme celles qui ont été faites en Slovénie et au Danemark.

L'AJIS en tant que membre de l'alliance TEAM qui regroupe 50 organisations de 30 pays européens avec un total de plus de 500'000 membres soutient l'idée d'un référendum au niveau européen.

Cette résolution a été approuvée par l'Assemblée générale de l'AJIS le samedi 12 avril 2008 à Berne.